

Expatriation : la direction ne veut rien négocier et compte tout casser

Les masques tombent : jeudi, la direction a annoncé aux organisations syndicales que son plan d'économies impliquant la démolition de l'expatriation n'était pas ouvert à la négociation, tout au plus à des "aménagements" sur les "détails". Le SNJ-CGT regrette que cette réforme d'un pilier fondamental de l'Agence soit menée avec brutalité et mépris.



Jeudi, les organisations syndicales ont participé à la première réunion consacrée à la réforme de l'expatriation, acceptée à contrecœur par la direction. Réunion obtenue sous la pression des salariés de l'Agence lors de la dernière assemblée générale du personnel le 29 janvier, houleuse mais lors de laquelle la parole – et la colère – s'était libérée.

La douche froide est arrivée d'emblée : **la direction n'a pas l'intention d'ouvrir une quelconque négociation sur le plan qui a déjà été présenté.** Tout au plus est-elle prête à discuter d'"**aménagements**" et des "**détails de la proposition**" auxquels elle n'a pas encore réfléchi mais sans nous donner de vrais espoirs.

Pour rappel :

- Alors qu'aujourd'hui, 270 journalistes bénéficient dans le monde d'un package lié à la mobilité internationale (parmi lesquels 137 contrats dits Siège, les autres étant des contrats régionaux), ce chiffre serait ramené à 80 (comptant les contrats Siège et des régionaux) sous la dénomination "**Mobilité +**", comportant les mêmes aides qu'aujourd'hui mais en voyant les congés réduits, et qui **ne seraient réservés qu'à des postes de chefs et quelques reporters dans des pays compliqués**.
- Elle compte proposer un degré moindre, appelé "**Mobilité**", pour 140 postes aux congés aussi réduits, sans aide pour les écoles et avec des conditions pour la retraite et l'assurance maladie très floues. Des postes non seulement **inaccessibles pour les journalistes avec familles** mais dont on ne voit pas non plus comment ils pourraient attirer les autres, étant donné la faiblesse des garanties associées.
- Enfin, la troisième strate de cette usine à gaz créatrice d'encore plus d'inégalités dans le réseau serait composée du "*Lumpenproletariat*", les **salariés de statut local sans aides**. À noter également que les journalistes en "mobilité" qui souhaiteraient rester au-delà de 5 ans en poste à l'étranger basculeront automatiquement dans cette dernière catégorie, sans retour en arrière possible !

Lors de cette réunion qui s'est résumée à un dialogue de sourds, la direction a au passage annoncé, pour les jeunes (en CDD, alternance, contrat local...) qui attendent parfois depuis des années leurs titularisations que celles-ci allaient "forcément" se raréfier. Car une fois ces dizaines de postes supprimés ou localisés, puisque la majorité des journalistes sous contrat français ne voudront pas repartir sur ces postes "Mobilité" au rabais, **il faudra bien tailler dans les effectifs statut siège !** Et ce sera fait au gré des "**départs naturels**" (retraites, démissions...) **non remplacés**. Dégouter le personnel avec ses projets funestes pour qu'il aille voir ailleurs, quel cynisme !

Nous tenons à le dire clairement : **la direction est l'unique responsable de ce passage en force. Sa réforme est injuste, mal ficelée et court-termiste.**

- **Injuste**, car elle frappe d'abord les plus précaires : jeunes recrues sans perspectives, salariés de droit local toujours laissés pour compte.
- **Mal ficelée**, comme en témoigne le "gel" de postes à Paris sans solution claire de reclassement.
- **Court-termiste**, guidée uniquement par l'obsession des économies, au mépris de toute réflexion éditoriale et en contradiction avec les objectifs affichés de développement du terrain et du travail de sources.

S'il faut "se serrer la ceinture" pour faire des économies, qu'ils donnent l'exemple en réduisant leurs salaires à 5 chiffres de 20% !

Le SNJ-CGT n'a jamais nié les difficultés financières de l'AFP ni la pression de l'État. Nous avons pris nos responsabilités en acceptant d'ouvrir la discussion sur des économies possibles dans le réseau.

Mais nous posons une ligne rouge claire : **une réforme, si nécessaire soit-elle, ne peut être acceptable que si elle est équitable.**

S'expatrier est à la fois une richesse professionnelle et un sacrifice personnel. Ce n'est acceptable que si les compensations sont à la hauteur, si l'accès à l'expatriation reste large, et si les économies réalisées servent aussi à **réduire les inégalités**, en particulier au bénéfice des salariés de droit local.

C'est pourquoi nous avons revendiqué :

- une représentation réelle des salariés en contrat local ;
- la transparence des rémunérations dans chaque bureau ;
- le versement des salaires en euros ou dollars dans les pays à forte instabilité monétaire ;
- la suspension de toute suppression ou localisation de poste pendant la négociation ;
- le maintien du nombre de postes ouverts à l'expatriation ;
- un effort ciblé sur les plus hautes rémunérations et les avantages les moins essentiels à la mobilité.

Le dialogue social est rompu

À ce stade, le constat est clair : **la direction a fait le choix du passage en force.** Elle porte seule la responsabilité de la rupture du dialogue social et des conséquences qu'elle entraînera.

Le SNJ-CGT engagera dans les prochaines semaines, avec les autres organisations représentatives, les actions nécessaires pour faire respecter les droits des salariés et défendre l'avenir de l'Agence. Cela passera par la mise en place d'une motion de défiance.

À eux qui cassent tout, répondons-leur : "cassez-vous !"

Paris, le 6 février 2026

Le SNJ-CGT de l'AFP